

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

Ministère de L'Economie et des Finances
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique



RAPPORT
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Le mois de novembre, décembre

février 2008

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 3 |
| 1. Recettes | 4 |
| 1.1. Recettes fiscales | 5 |
| 1.1.1. Ecart entre Recettes fiscales prévues et perçues | 5 |
| 1.1.2. La répartition des performances par nature | 6 |
| 1.2. Recettes non fiscales et dons | 8 |
| 2. Dépenses | 11 |
| 2.1. Dépenses de fonctionnement | 11 |
| 2.2. dépenses d'investissement | 13 |
| 3. Solde | 13 |
| 4. Financement | 15 |
| 3.1. Financement intérieur | 15 |
| 4.2. Financement extérieurs | 15 |
| 4. Classification fonctionnelle | 17 |
| 4.1. Classification générale | 17 |
| 5.2. Dépenses de lutte contre la pauvreté | 18 |

Graphiques :

| | |
|--|----|
| Graphique 1 : Recettes totales (pétrole et dons compris) | 4 |
| Graphique 2 : Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées | 5 |
| Graphique 3 : Performances détaillées des recettes fiscales | 6 |
| Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales durant la période | 7 |
| Graphique 5 : Performance globale des recettes non fiscales et dons | 8 |
| Graphique 6 : Performance détaillée des recettes non fiscales et dons..... | 9 |
| Graphique 7 : Evolutions des recettes non fiscales durant la période | 10 |
| Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets | 11 |
| Graphique 9 : Performances des dépenses de fonctionnement | 12 |
| Graphique 10 : Evolution des dépenses de fonctionnement | 12 |
| Graphique 11 : Evolution des dépenses d'investissement | 13 |
| Graphique 12 : Comportement des soldes | 14 |
| Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde | 14 |
| Graphique 14 : Comportement de financement intérieur | 15 |
| Graphique 15 : Financement extérieur et prévision | 16 |
| Graphique 16 : Résultats pour les principales fonctions | 17 |
| Graphique 17 : Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté | 18 |

Annexes

| | |
|---|----------|
| Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (haut de la ligne) | 19 |
| Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE | 20 |
| Annexe 3 : performance de l'année 2007..... | 21 et 22 |

INTRODUCTION

La Mauritanie s'est qualifiée en 2005 au titre de l'initiative de l'annulation de la dette multilatérale, sous réserve du suivi de certaines mesures correctrices durant les six premiers mois de 2006.

Dans ce cadre, le gouvernement Mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un rapport trimestriel des opérations financières de l'Etat (administration centrale) et un tableau mensuel de ces opérations extrait de la balance générale des comptes de l'Etat. Le présent rapport examine uniquement une période de deux mois (1^{er} novembre au 31 décembre 2007) à cause du retard déjà survenu dans la préparation du précédent rapport qui fut étendu pour inclure le mois d'octobre qui aurait du faire l'objet du présent rapport étant le premier mois du dernier trimestre de l'année.

Ce rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours des deux derniers mois de l'année 2007. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport à la projection de l'objectif de l'année.

Il prend aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle où sont isolées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté qui y sont quantifiées.

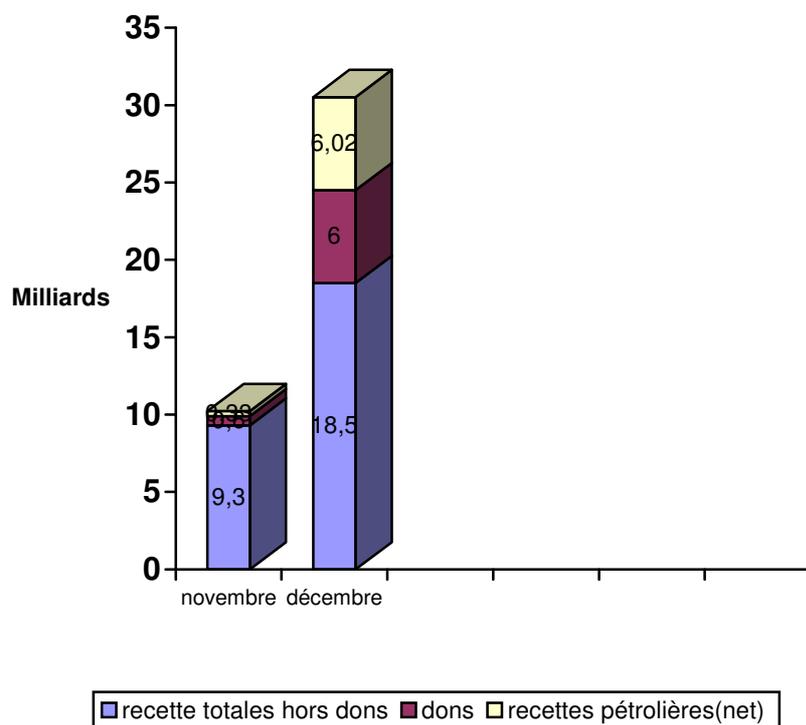
A la fin du rapport, une vision rétrospective sur l'exécution annuelle du budget de l'Etat en recettes et en dépenses ainsi que le financement correspondant est effectuée.

1. Recette

Les recettes totales de l'Etat pendant les deux derniers mois de l'année 2007 s'élèvent à 40.7 milliards UM, dont 21.36 milliards UM de recettes fiscales soit à peu près plus de la moitié de ces recettes. Le montant total des recettes totales se situe de loin au dessus de l'objectif de la période qui est de 29.71 milliards UM, (le calcul de l'objectif consiste à soustraire la réalisation de janvier à octobre de la projection de l'année 2007). Visiblement on remarque que les recettes totales annuelles (hors dons et hors pétrole) ont réalisé un excédent de 9.6 milliards UM.

Cette période se caractérise par une évolution rapide des recettes totales (y compris dons et pétrole) passant de 10.2 milliards UM en novembre à 30.5 milliards UM au mois de décembre. Cela est du probablement aux recettes pétrolières puisque l'enlèvement qui a eu lieu le 19 novembre n'a été encaissé qu'au 19 décembre, et bien entendu aux dons qui sont passés de 0.6 milliards au mois de novembre à 6 milliards au mois de décembre.

Graphique 1: Recette totales (pétrole et dons compris)



Comme le montre le graphique 1 les recettes totales du mois de décembre sont devenues le triple du mois de novembre à cause des raisons citées avant, ainsi qu'aux efforts de recouvrement.

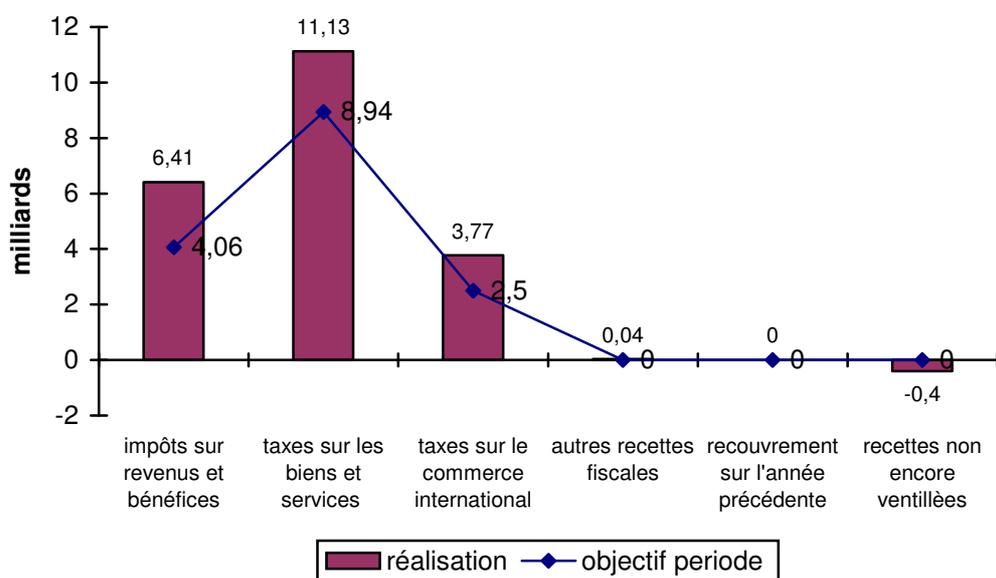
1.1. Recettes fiscales

Le total des recettes fiscales de cette période s'élève à 21.36 milliards UM, soit un excédent de 6.03 milliards UM, par rapport à la prévision qui s'élève à 15.33 milliards UM. Cette bonne performance confirme la tendance observée le long de l'année puisque la réalisation en recettes fiscales pour toute l'année est de 106.9 milliards UM pour un objectif de 100.6 milliards. La responsabilisation entière de la DGI pour le recouvrement des recettes fiscales a contribué à améliorer la qualité des émissions fiscales d'où une meilleure maîtrise du recouvrement de celles-ci.

1.1.1 Ecart entre les recettes fiscales prévues et perçues

Une meilleure maîtrise du suivi des recettes fiscales a permis durant cette période d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement et de suivi sans pour autant parvenir à atteindre tous les objectifs du programme.

Graphique 2 : Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées



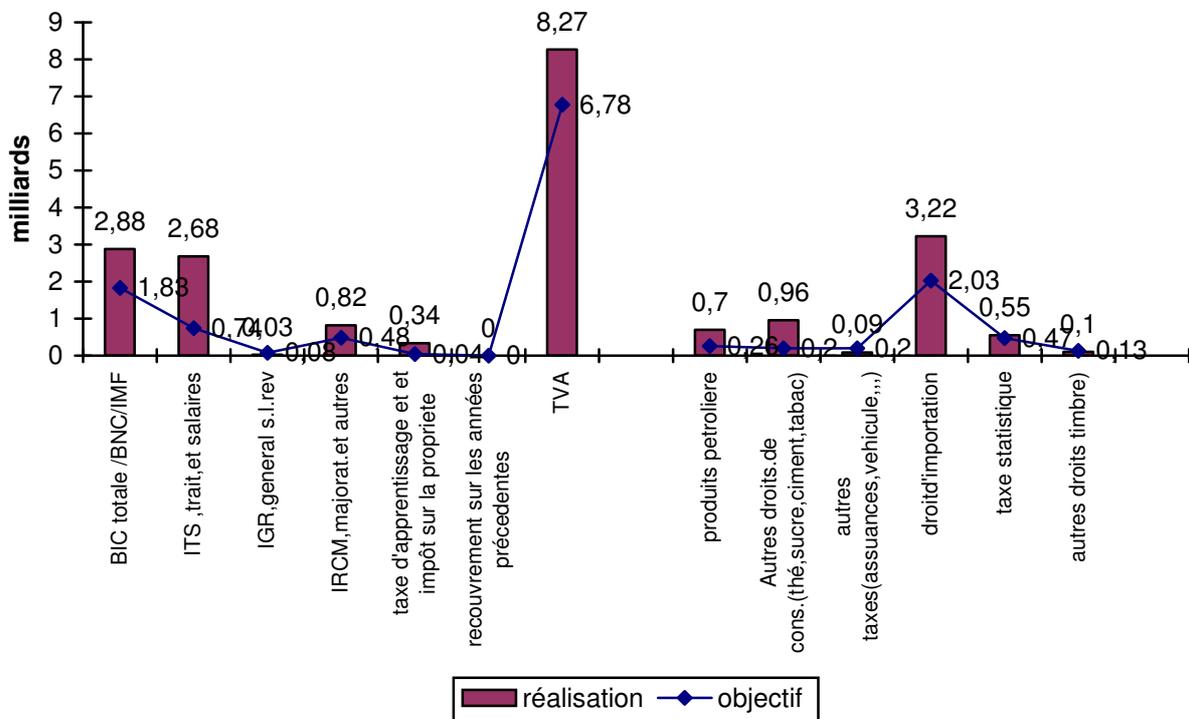
L'évaluation des performances par nature des différents postes des recettes fiscales montre qu'ils ont tous dépassé l'objectif (le graphique 2), et ont en majorité enregistré un comportement satisfaisant par rapport aux objectifs de la période surtout pour ce qui concerne « les impôts sur les revenus et bénéfices », « les taxes sur les biens et services » et « les taxes sur le commerce international ». Cela s'est réalisé grâce à une concertation régulière ainsi qu'aux efforts consentis par toutes les directions concernées (Trésor, Impôts, Douane, Domaine, Pêche, Mines). La pertinence des stratégies consistant à assurer un meilleur suivi des opérations ainsi qu'un allègement des procédures administratives s'est confirmée.

Les recettes non ventilées constituent une rubrique d'ajustement où sont constatées les recettes versées au Trésor dont les comptabilités comportant leur ventilation ne sont pas encore parvenues. Il arrive que cette rubrique soit négative, quand des comptabilités parvenues en retard soient prises en compte dans le mois d'observation.

1.1.2 La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leurs performances par nature, et elle se présente comme suit :

Graphique 3: performances détaillées des recette fiscales



Les recettes fiscales qui représentent la moitié des recettes budgétaires (50%) comprennent la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) qui a réalisé plus du tiers de ces recettes, et qui a enregistré une bonne performance par rapport à l'objectif, suivie respectivement par le « droit fiscal à l'importation » (15.8%), le « BIC » (14.1%) et l'« ITS » (13.1%).

Le droit fiscal à l'importation fait partie des impôts sur le commerce international. Il est collecté par la Direction Générale des Douanes et est généralement régulier tout au long de l'année car dépendant directement de l'activité d'importation. Il se situe en dessus de la prévision donc manifeste une réalisation satisfaisante.

Le BIC est collecté aussi bien par la Direction Générale des Impôts que par la Direction Générale des Douanes. Le Trésor contribue aussi à la collecte de cet impôt en opérant des précomptes sur les mandats budgétaires. Sa performance pour la période est excellente.

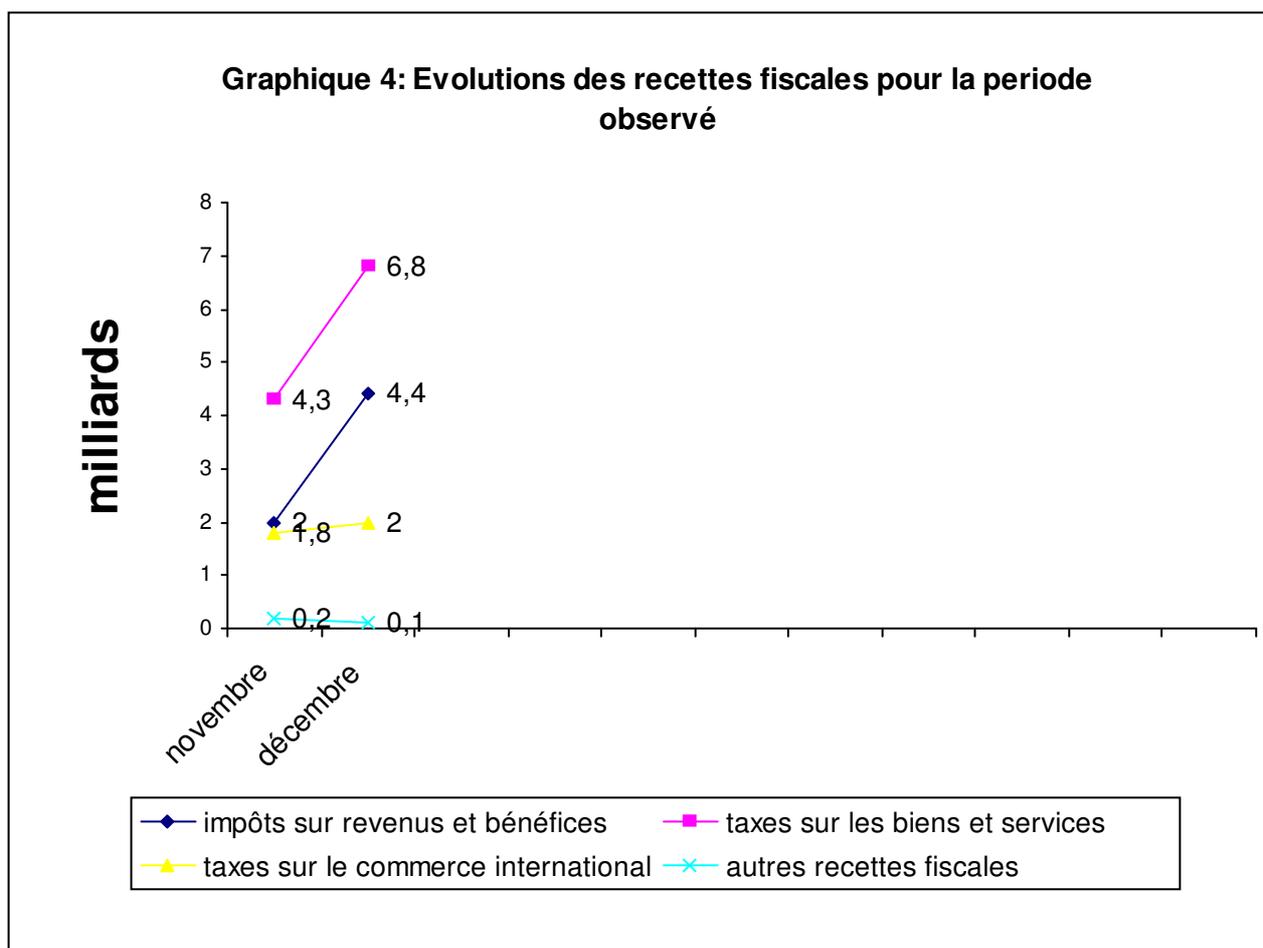
L'ITS est un impôt régulier à déclaration mensuelle et, il présente une bonne performance par rapport aux prévisions.

L'IRCM (impôts sur les revenus des capitaux mobiliers) prend la troisième position constituant (4.02%) .

S'en suivent La « taxe sur les produits pétroliers » (3.4%), le « droit de consommation thé,tabac... » (4.7%), les « taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété » (1.6%) qui ont dépassé de près l'objectif.

L'IGR « impôts généraux sur les revenus » (0.1%) et « les droits de timbre » (0.5%) n'ont réalisé qu'une faible performance.

Malgré que certains postes n'aient pas atteint l'objectif, on peut tout de même conclure qu'il y a eu globalement une bonne performance de recettes fiscales.

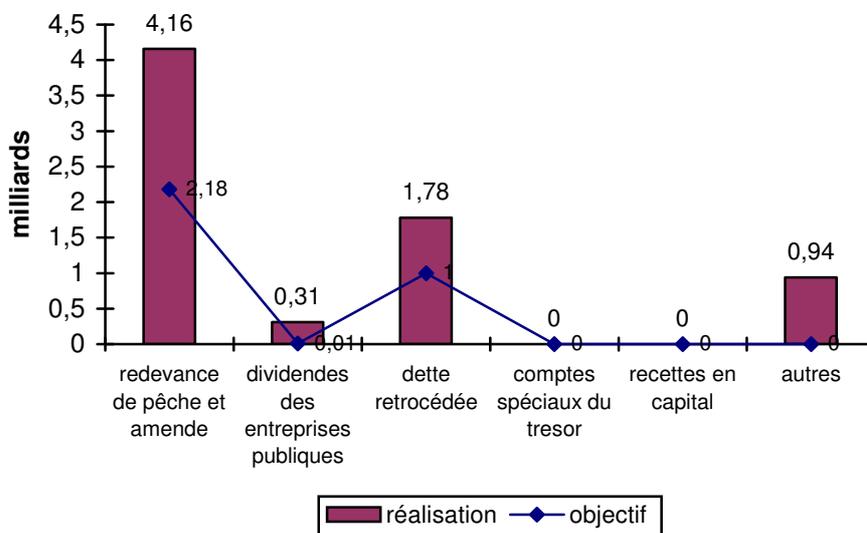


Le graphique 4 illustre le degré d'importance des taxes sur les biens et services qui se sont accrues de 4.3 à 6.8 milliards durant le mois de décembre. En second lieu l'impôt sur les revenus et bénéfices qui a augmenté du simple au double durant le mois de décembre. Les taxes sur le commerce international ont suivi un rythme presque constant, alors que les autres recettes fiscales réalisent des valeurs faibles ou presque nulles.

1.2. Recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales durant les deux derniers mois de 2007 ont atteint 6.41 milliards UM, pour un objectif de 2.67 milliards, cette bonne performance résulte probablement du paiement de redevances minières d'un montant de 1 milliards ouguiya qui n'étaient pas prévus (objectif 0), et aux dividendes des entreprises publiques dont MAURITEL, ainsi qu'au paiement des dettes rétrocédées par la SNIM à concurrence de 1.8 milliards ouguiya (il s'avère que 0.981 Millions de ces 1.8 milliards sont destinés au CAS de renforcement routier conformément à la convention Etat-UE-SNIM). Les dons ont enregistré une bonne performance qui est probablement due à la mobilisation internationale suite à la catastrophe de Tintane (projet construction de la ville de Tintane).

Graphique 5 : performances globales des recettes non fiscales et dons



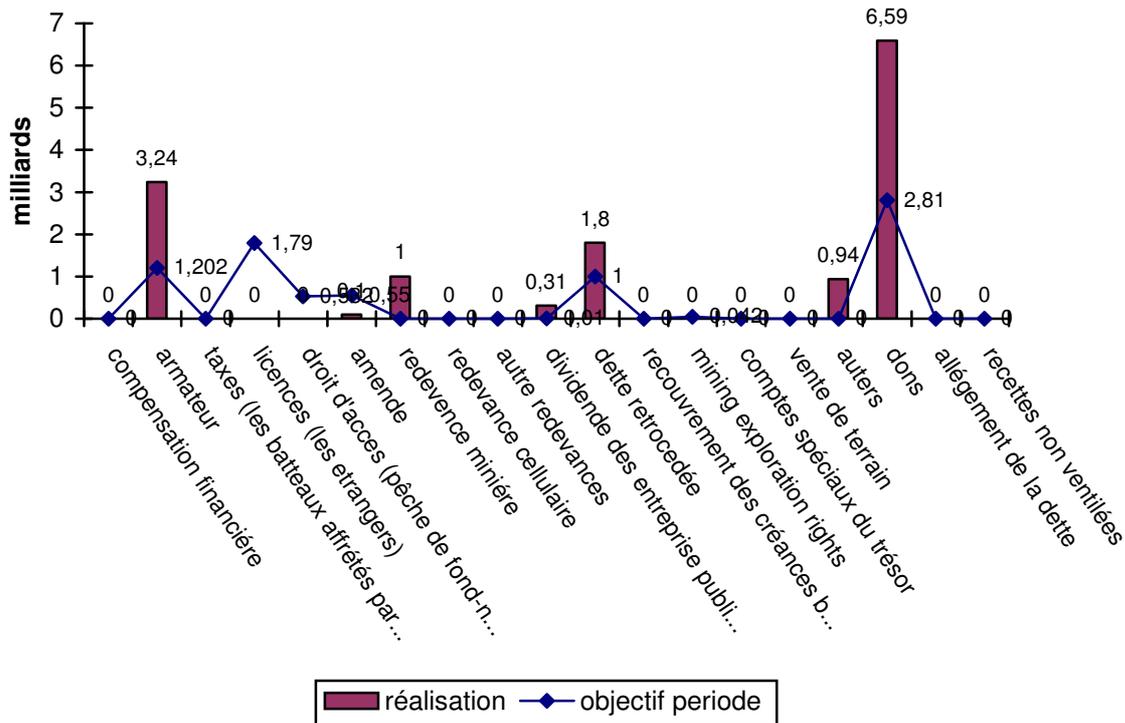
Selon le modèle TOFE¹ arrêté avec les services du FMI (cf. Annexe 1), les recettes non fiscales comprennent aussi les recettes des comptes spéciaux du Trésor (compte dont l'affectation est connue auparavant) ainsi que les recettes en capital. Ces deux recettes sont nulles durant la période. Comme leurs collectes ne dépendent pas du trésor il est difficile de les maîtriser.

En analysant le graphique 5, on constate que les postes constituant les recettes non fiscales ont tous dépassé l'objectif réalisant ainsi une bonne performance. Il s'agit des

¹ Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

redevances de pêche et amendes qui constituent la première source des recettes non fiscales durant la période avec à peu près les 2/3 de ces recettes, et dans une moindre mesure les dettes rétrocédées de la SNIM avec (3.7%). En 3ème position, il y a les dividendes des entreprises publiques dont celle de MAURITEL. Dans le poste « autres » on enregistre les recettes dont la nature n'a pas été précisée, ne pouvant ainsi constituer pas un indicateur de performance.

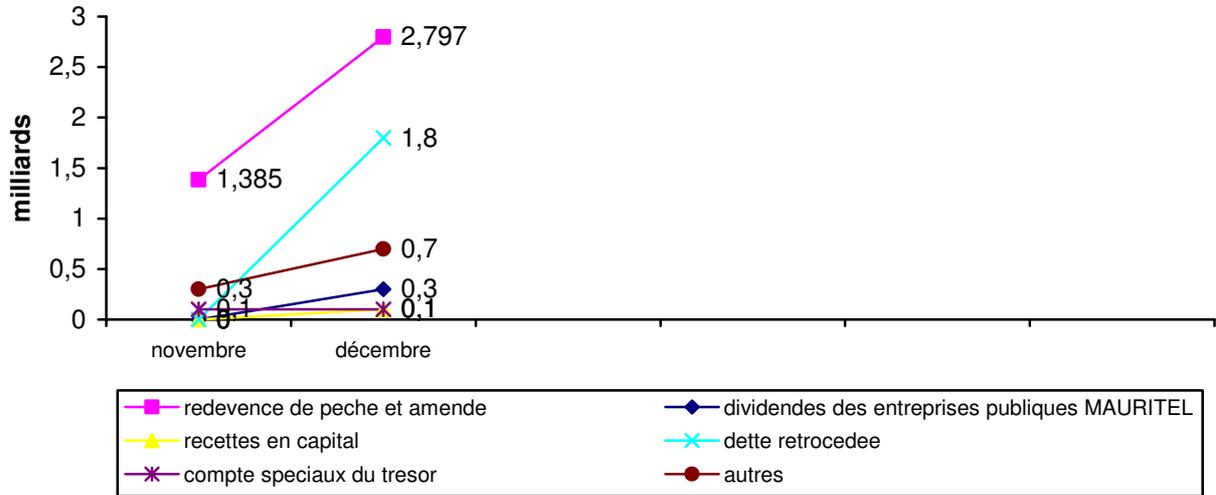
Graphique 6:performances détaillées des recettes non fiscales et dons



Du graphique 6 on déduit l'importance des dons qui ont de loin dépassé les prévisions, ce qui est probablement dû à la mobilisation intervenue suite à la catastrophe de Tintane. Les dons sont suivis par les redevances des armateurs avec 3.24 milliards UM, ce qui découle d'une activité assez dynamique du secteur de la pêche. En troisième lieu se positionnent les dettes rétrocédées payées par la SNIM ainsi que les redevances minières d'un montant de 1 milliards UM.

Les autres recettes non citées n'ont pas contribué aux performances de cette période.

Graphique 7: Evolutions des recettes non fiscales pour la periode du novembre et decembre

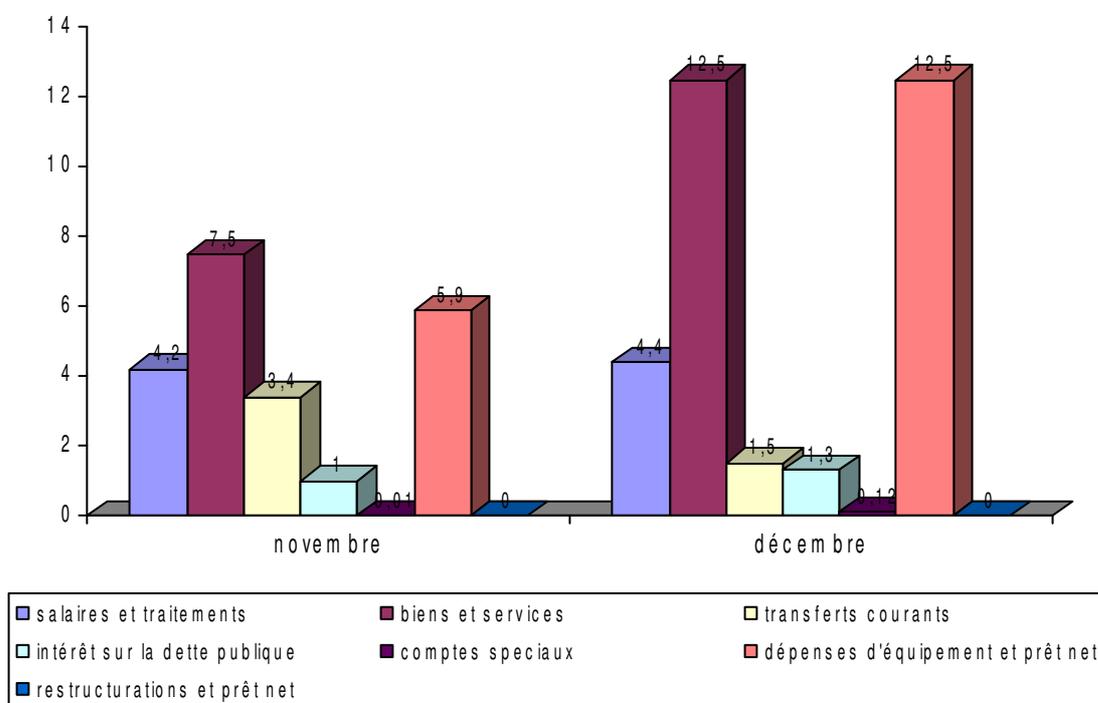


L'évolution des recettes non fiscales durant la période suit presque la même tendance de hausse, comme le montre le graphique 7. En effet, tous les postes suivent une même courbe montante, traduisant la bonne performance du mois de décembre à l'exception des recettes des comptes spéciaux qui sont restées stables durant cette période.

2. Dépenses

Les dépenses totales enregistrées au cours de cette période s'élèvent à 54.3 milliards. Elles se situaient donc en deçà de l'objectif de la période qui est de 49.72 milliards UM. Ce comportement marque d'ailleurs aussi la gestion de 2007 puisque le total des dépenses réalisé est de 216.5 milliards UM, pour un objectif de 214.2 milliards UM, bien que l'écart ici est moins important. En effet, il est normal que l'écart soit plus accentué durant notre période d'observation car un certain retard fût accusé dans l'exécution budgétaire des dépenses compte tenu de la procédure plus ou moins longue du vote et de la promulgation de la loi de finances rectificative.

Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets dans la période observée

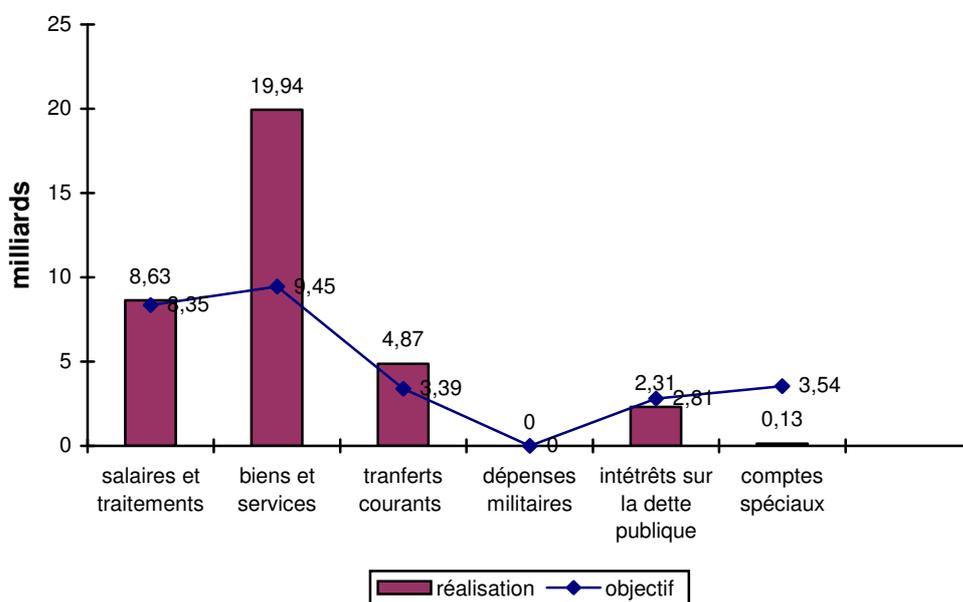


Le graphique 8 permet de souligner qu'il y a une évolution importante des différents postes des dépenses dans le mois de décembre, surtout pour les biens et services et les dépenses d'équipements et prêts nets, cette évolution était prévue par la loi de finances rectificative, et se justifie par la création de nouveaux ministères décidée par le nouveau gouvernement élu dès son investiture. L'exécution de ces dépenses fût possible grâce aux bonnes performances en recettes du mois de décembre.

2.1 Dépenses de fonctionnement

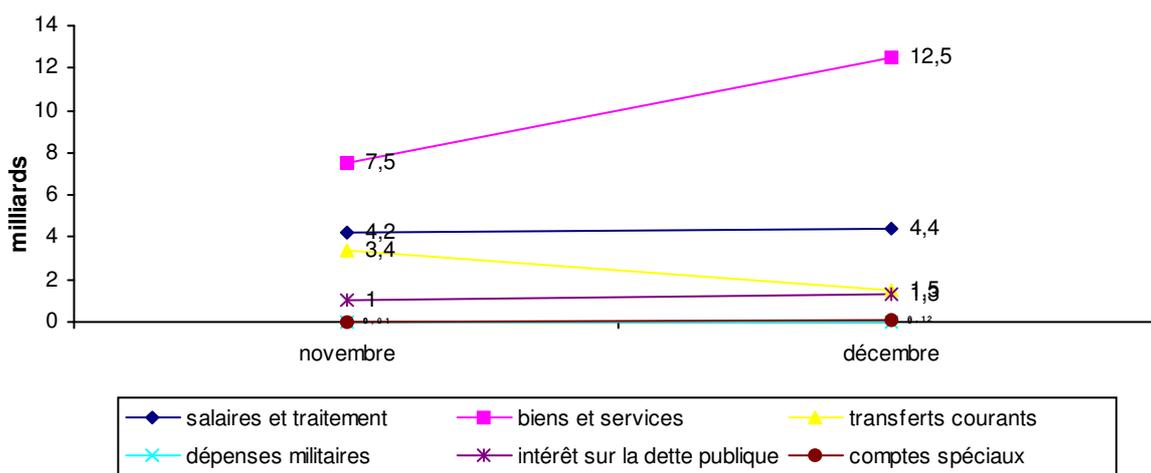
La majorité des postes de dépense de fonctionnement de l'Etat ont dépassé les prévisions, c'est nettement le cas des traitements et salaires manifestant un dépassement de 0.48 milliards UM. Les biens et services ont également dépassé de loin l'objectif (10.49 milliards UM), et les transferts courant avec 1.48 milliards.

Graphique 9: performances des dépenses de fonctionnement



Les « intérêts sur la dette publique » et les dépenses sur « comptes spéciaux du trésor » sont en dessous de l'objectif. Pour les comptes spéciaux Ils ont en effet durant la période observée atteint 0.13 milliards, pour des recettes de 0.2 milliards UM.

Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement pour le mois de novembre et décembre



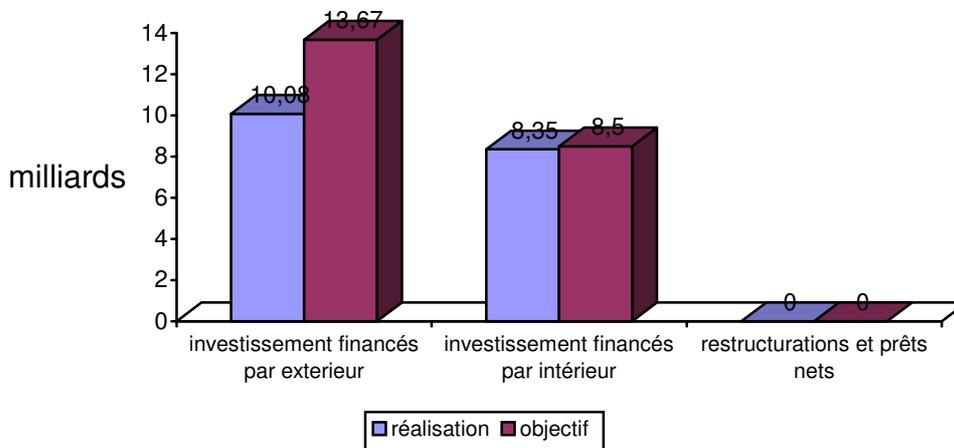
Le graphique montre une évolution plus importante durant le mois de décembre des différents postes des dépenses de fonctionnement déjà constatée dans l'analyse des dépenses totales de l'Etat, à savoir les «traitements et salaires», les «biens et services» et «les transferts courants» qui ont suivi presque le même rythme d'évolution et n'ont pas respecté la programmation. Les «transferts courants» ont diminué durant le mois

de décembre et réalisé des performances plutôt bonne par rapport à la prévision. Les autres postes allient une évolution faible à un montant peu élevé ou nul.

2.2 Dépenses d'investissements

Durant la période des deux derniers mois de l'année 2007, les dépenses d'investissement se situent en dessous de l'objectif de la période, puisqu'elles s'élèvent à 18.42 milliards UM, pour un objectif de 22.17 milliards UM.

Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour le mois de novembre et décembre



Le graphique 11 montre que les investissements financés par l'Etat sont presque équivalents aux prévisions. Alors que les investissements financés par l'extérieur se sont situés bien en dessous de l'objectif.

3. solde

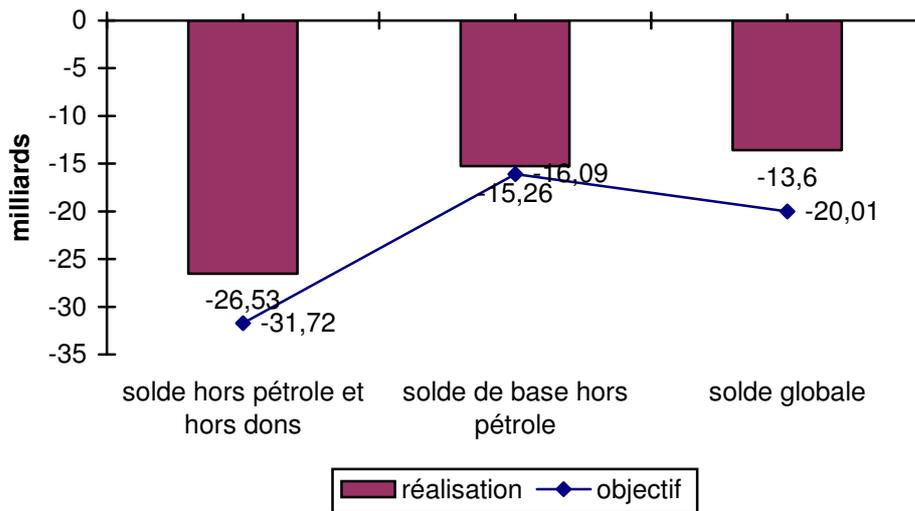
Le Solde de base hors pétrole, qui est la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières), et les Dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a atteint durant la période de novembre à décembre un déficit de **-15.26 milliards UM** contre un solde programmé de -16.09 milliards UM.

Pour l'année entière, ce solde s'élève à **-15.3** milliards UM, pour un objectif de -19.6 milliards UM.

A l'image du Solde de base, le Solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les

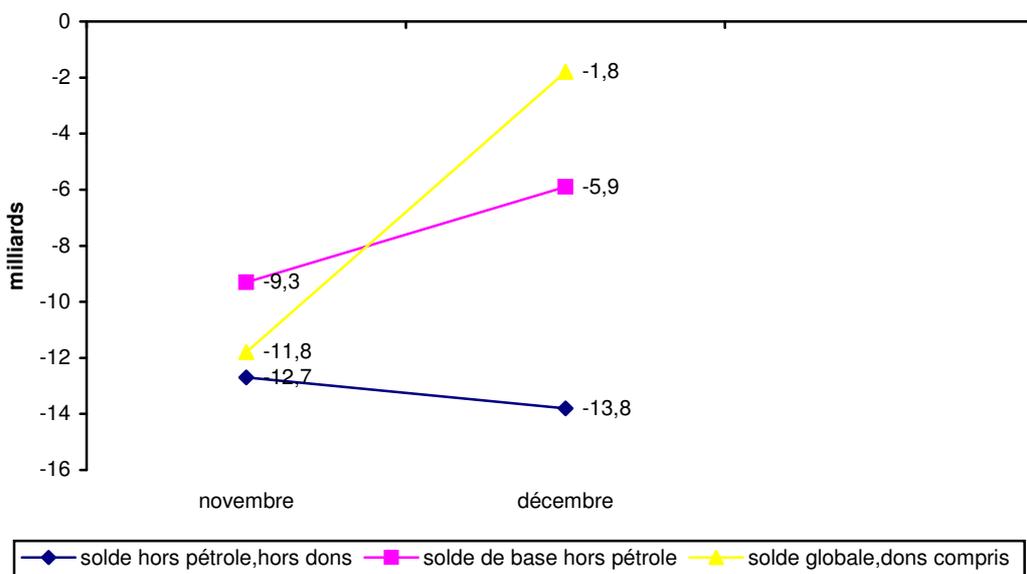
Dépenses totales, a enregistré un déficit de **-26.53** milliards UM (pour une programmation de **-33.72** milliards UM. Cette bonne performance est aussi valable pour l'année entière puisque ce solde s'élève à **-47.4** milliards ouguiyas pour un objectif de **-54.6** milliards ouguiyas. Encore une fois, il y'a lieu de corriger ces réalisations annuelles en soustrayant les 4 milliards objets du redressement ci-dessus évoqué intervenu en début 2008.

Graphique 12 : comportement des soldes



Le graphique 12 montre que les soldes sont en dessus de l'objectif, d'où une amélioration des soldes due aux efforts de suivi et de recouvrement intervenu enfin d'année.

Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde



Le graphique 13 montre que les recettes pétrolières et les dons ont joué un rôle très important dans l'amélioration des performances (Voir le solde hors dons et hors pétrole).

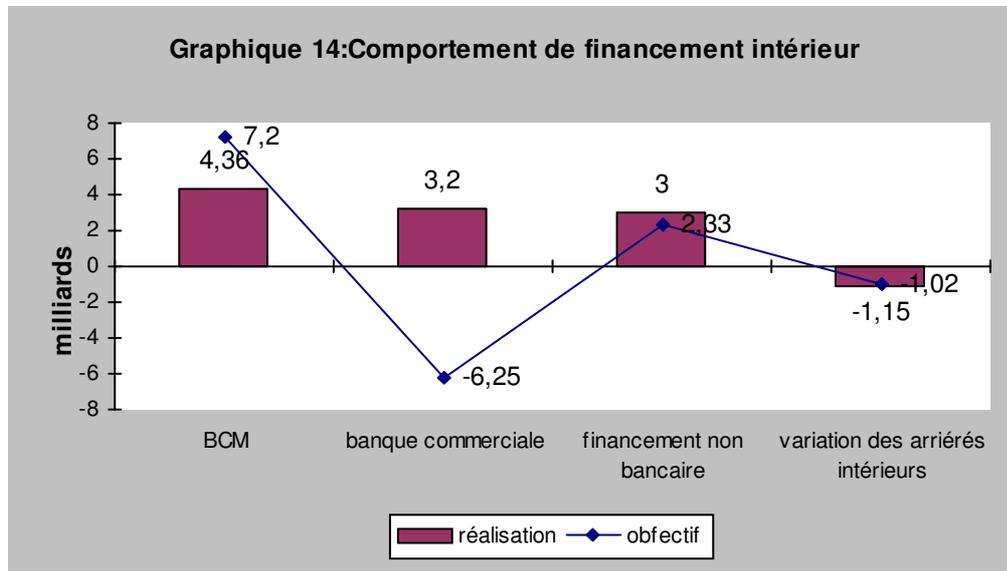
Les déficits de la période étaient relativement importants mais cela a été compensé par les bonnes performances du mois de décembre, vu que le solde global prévu était de -20.01 milliards UM, alors que le solde des réalisations n'est que de -13.6 milliards UM.

4. Financement

Les données extraites du TOFE de la période des deux derniers mois de l'année 2007, montrent que le financement intérieur et le financement extérieur sont presque identiques, ce qui dénote de certains efforts d'équilibrer entre ces sources de financement durant cette période.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par un recours au compte courant à la BCM de 4.36 milliards seulement alors que l'objectif était de 7.2 milliards UM. Ce renoncement au financement BCM a été compensé par une augmentation de l'endettement au niveau des autres acteurs financiers alors qu'il était prévu de réduire le stock des Bons du Trésor de 6.25 milliards UM.



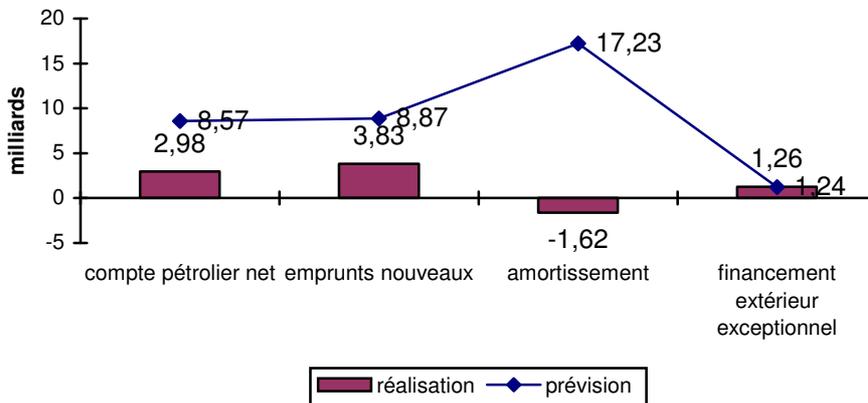
Au niveau du système non bancaire, l'Etat s'est financé à hauteur de 3 milliards UM, pour un objectif de seulement 2.33 milliards UM.

La variation des arriérés intérieurs est presque égale à l'objectif.

4.2 Financement extérieur

Les 2.98 milliards de déficit enregistré durant cette période sur le compte pétrolier offshore², sont la différence entre les recettes pétrolières de la période (6.35 milliards UM), et le total des dépenses effectuées en décembre sur ce compte qui étaient de 9.33 milliards UM.

Graphique 15: Comportement du financement extérieur



Les financements extérieurs sont largement en dessous de l'objectif, sauf pour le financement exceptionnel. On déduit du graphique 15 que la première source de financement pour cette période sont les emprunts nouveaux à hauteur de 3.83 Milliards, suivis par Les financements extérieurs.

Au niveau du TOFE (cf. annexe 2), il y a une rubrique consacrée aux erreurs et omissions, qui correspond à la différence entre le montant total du financement et le solde global. Cette rubrique permet de mesurer l'ampleur des erreurs d'affectations survenues durant cette période. Elle n'est que de 1.32 milliards UM ce qui traduit une qualité satisfaisante de l'information financière.

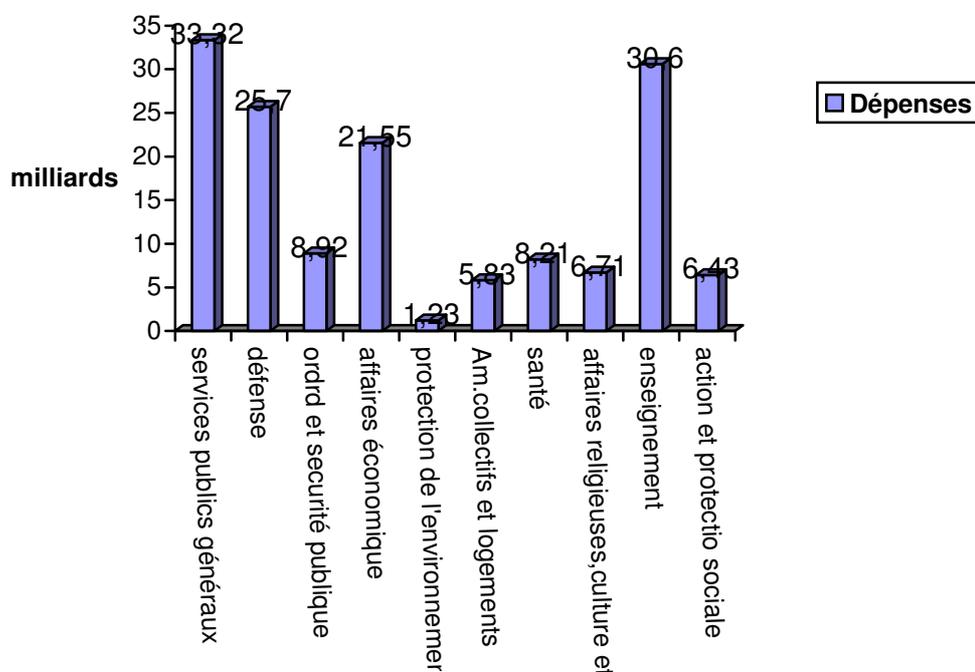
² Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

5. Classification fonctionnelle

5.1 Classification générale

Le modèle de la classification fonctionnelle est un canevas normalisé par le fond monétaire international qui permet de suivre l'exécution des dépenses budgétaires des pays et de comparer cette exécution, selon les 10 fonctions principales de la dite nomenclature comme indiqué dans le graphique 16.

Graphique 16: Resultat pour les principales fonctions

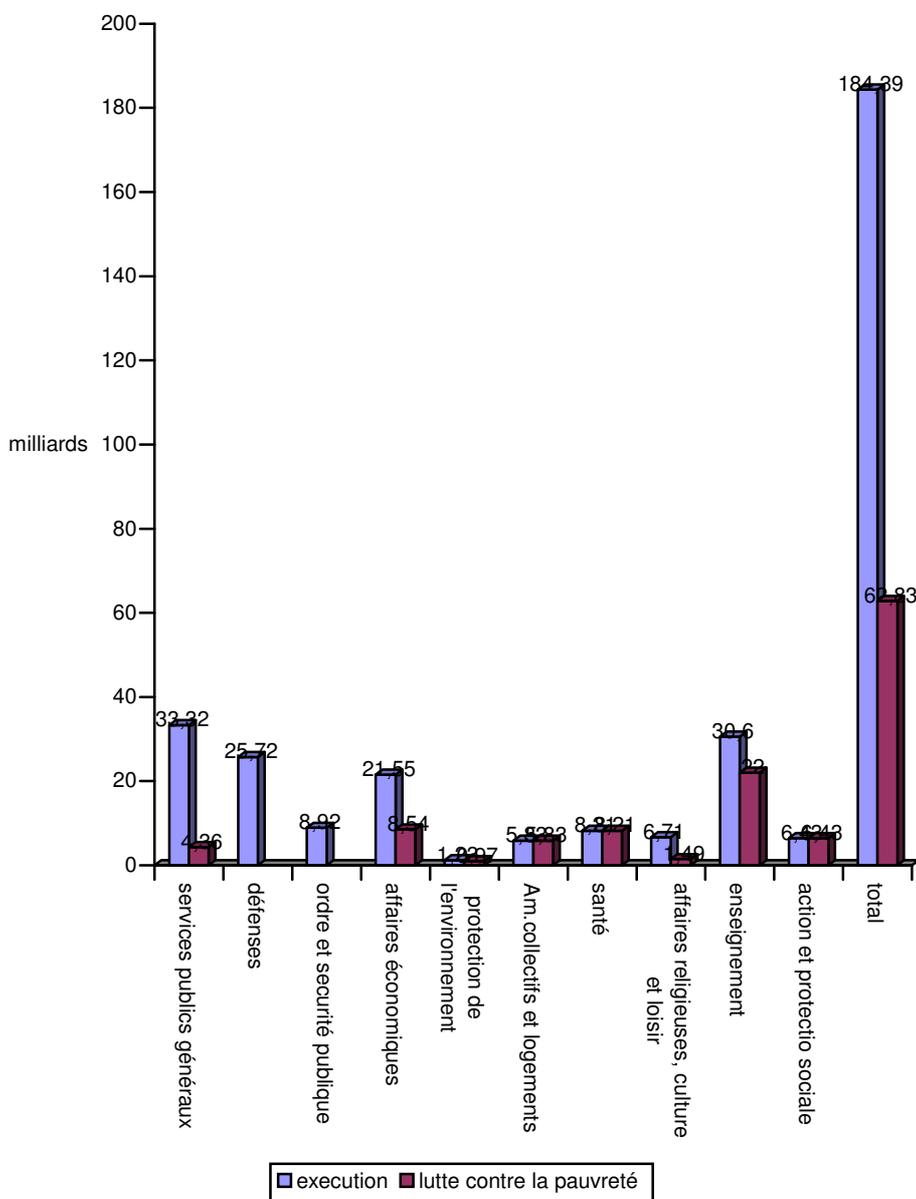


Le graphique 16 permet de souligner l'importance des services publics généraux qui atteignent 33.22 milliards UM, soit à peu près de 18.07%, suivi par l'enseignement avec un montant de 30.6 milliards UM (16.59%), La défense et les affaires économiques viennent en troisième lieu avec respectivement (25.7 et 21.55) milliards UM, soit 13.93% et 11.66%, alors que les autres fonctions ont réalisé des montants moins élevés par rapport aux fonctions précitées.

5.2 Dépenses de lutte contre la pauvreté

Certaines sous fonctions de la nomenclature identifiées comme un intermédiaire servant directement à la lutte contre la pauvreté sont indiquées dans ce qui suit :

Graphique 17: Execution des dépenses de lutte contre la pauvreté



Le graphique 17 illustre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque le tiers des dépenses totales puisqu'ils atteignent 62.83 milliards UM. Ces

dépenses représentent la totalité des postes « Action et protection sociale », « Santé » et « Aménagement collectifs et logements ». Elles constituent aussi une part importante des dépenses pour l'éducation et les affaires économiques mais, ne représentent par contre qu'une très faible part de la fonction « Services publics généraux ».

Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (haut de la ligne)

| Tableau des opérations financières de l'Etat | nov. | déc. | réalisation | objectif période |
|---|-------|-------|-------------|------------------|
| Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières) | 10,20 | 30,50 | 40,70 | 29,71 |
| Recettes totales et dons | 9,9 | 24,5 | 34,36 | 20,82 |
| Recettes totales hors dons | 9,3 | 18,5 | 27,77 | 18,01 |
| Recettes fiscales | 8,2 | 13,1 | 21,36 | 15,33 |
| Impôts sur revenus et bénéfiques | 2,0 | 4,4 | 6,41 | 4,06 |
| Taxes sur les biens et services | 4,3 | 6,8 | 11,13 | 8,94 |
| Taxes sur le commerce international | 1,8 | 2,0 | 3,77 | 2,50 |
| Autres recettes fiscales | 0,2 | -0,1 | 0,04 | -0,17 |
| Recouvrement sur les années précédentes | 0,0 | 0,0 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Recettes non encore ventilées</i> | -0,1 | -0,3 | -0,40 | -0,33 |
| Recettes non fiscales | 1,0 | 5,4 | 6,41 | 2,67 |
| Redevance de pêche et amende | 1,4 | 3,8 | 4,16 | 2,10 |
| Dividendes des entreprises publiques | 0,0 | 0,3 | 0,31 | 0,01 |
| Dette rétrocédée et recouvrements | 0,0 | 1,8 | 1,78 | 1,00 |
| Comptes spéciaux | 0,1 | 0,1 | 0,11 | 1,75 |
| Recettes en capital | 0,0 | 0,1 | 0,16 | -0,67 |
| Autres | 0,3 | 0,7 | 0,94 | -1,60 |
| Dons | 0,6 | 6,0 | 6,59 | 2,81 |
| Projets | 0,47 | 5,77 | 6,24 | 4,80 |
| Aide budgétaire | 0,1 | 0,2 | 0,35 | 3,00 |
| <i>Dont: assistance PPTE</i> | 0,1 | 0,0 | 0,12 | 0,00 |
| <i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i> | | | 0,00 | 0,48 |
| <i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i> | 0,0 | 0,0 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Autres dons (IRDM, FMI)</i> | | | 0,00 | 0,00 |
| <i>Dons</i> | 0,0 | | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses et prêts nets | 22,0 | 32,3 | 54,30 | 49,72 |
| Dépenses courantes | 16,1 | 19,8 | 35,88 | 27,55 |
| Salaires et traitements | 4,2 | 4,4 | 8,63 | 8,35 |
| Biens et services | 7,5 | 12,5 | 19,94 | 9,45 |
| <i>Dont: processus électoral</i> | | | 0,00 | 3,58 |
| <i>dont: sur financement extérieur</i> | | | 0,00 | 0,95 |
| Transferts courants | 3,4 | 1,5 | 4,87 | 3,39 |
| Dépenses militaires | | | 0,00 | 0,00 |
| Intérêts sur la dette publique | 1,0 | 1,3 | 2,31 | 2,81 |
| Extérieurs | 0,7 | 0,5 | 1,19 | 0,95 |
| Intérieurs | 0,3 | 0,8 | 1,12 | 1,87 |
| Comptes spéciaux | 0,01 | 0,12 | 0,13 | 3,54 |

| | | | | |
|--|-------|-------|--------|--------|
| Dépenses d'équipement et prêts nets | 5,9 | 12,5 | 18,42 | 22,17 |
| Investissement financé par extérieur *** | 2,7 | 7,4 | 10,08 | 13,67 |
| Investissement financé par intérieur | 3,2 | 5,1 | 8,35 | 8,50 |
| Restructurations et prêts nets | | | 0,00 | 0,00 |
| Autres dépenses | | | 0,00 | 0,00 |
| Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -) | -12,7 | -13,8 | -26,53 | -31,72 |
| Solde hors pétrole; dons compris (déficit -) | -12,1 | -7,8 | -19,94 | -28,91 |
| Solde de base hors pétrole (déficit -) | -9,3 | -5,9 | -15,26 | -16,09 |

Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE

| Tableau des opérations financières de l'Etat | nov-07 | déc-07 | réalisation | objectif période |
|---|--------|--------|-------------|------------------|
| Recettes pétrolières (net) | 0,33 | 6,02 | 6,35 | 8,90 |
| | | | 0,00 | 0,00 |
| Solde global; dons non compris (déficit -) | -12,7 | -13,8 | -26,53 | -31,72 |
| Solde global; dons compris (déficit -) | -11,8 | -1,8 | -13,60 | -20,01 |
| | | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 0,00 | 0,00 |
| Financement | 11,8 | 1,8 | 13,60 | 20,01 |
| Financement intérieur | 6,1 | 0,5 | 6,59 | -0,28 |
| Système bancaire | 11,3 | -3,7 | 7,56 | 0,95 |
| BCM | 10,6 | -6,3 | 4,36 | 7,20 |
| Compte courant | 13,6 | -11,6 | 1,98 | 8,32 |
| Comptes divisionnaires | -2,9 | 4,1 | 1,26 | 3,40 |
| Allègements | 0,2 | 0,0 | 0,16 | 0,30 |
| CAS | -0,1 | 0,4 | 0,29 | -1,96 |
| Autres | 0,0 | 0,0 | 0,05 | -2,37 |
| Encaisses | -0,2 | 0,8 | 0,62 | 0,99 |
| Banques commerciales | 0,6 | 2,6 | 3,20 | -6,25 |
| Financement par bons du Trésor | 1,3 | 3,6 | 4,94 | -5,62 |
| Obligations cautionnées (traites) | -0,7 | -1,0 | -1,73 | -0,55 |
| Variations CCP dans les banques | | | 0,00 | -0,09 |
| (3) Financement non-bancaire | -1,6 | 4,6 | 3,00 | 2,33 |
| (4) Variation des arriérés intérieurs | -0,3 | -0,8 | -1,15 | -1,02 |
| Apurement | -1,6 | -1,2 | -2,75 | 16,27 |
| Accumulation | 1,2 | 0,4 | 1,60 | -7,24 |
| Instances du Trésor | -0,3 | -0,8 | -1,15 | -0,99 |
| Apurement | -1,6 | -1,2 | -2,75 | 14,13 |
| Accumulation | 1,2 | 0,4 | 1,60 | -7,24 |
| Dettes croisées et autres engagements de l'Etat | 0,0 | 0,0 | 0,00 | -0,02 |
| Apurement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,15 |
| Accumulation | | | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 1,73 | 4,73 | 6,46 | 17,00 |
| Compte pétrolier (net) | -0,3 | 3,3 | 2,98 | 8,57 |
| Recettes pétrolières (net) | -0,3 | -6,0 | -6,35 | -8,88 |
| Contribution du compte pétrolier | | 9,3 | 9,33 | 17,45 |
| Autres (net) | 2,1 | 1,4 | 3,47 | 8,43 |
| Emprunts extérieurs (net) | 1,42 | 0,79 | 2,21 | 7,20 |

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Emprunts nouveaux | 2,2 | 1,6 | 3,83 | 8,87 |
| Amortissement | -0,8 | -0,9 | -1,62 | 17,23 |
| Financement extérieur exceptionnel | 0,6 | 0,6 | 1,26 | 1,24 |
| Erreurs et omissions | 0,742 | 0,575 | 1,32 | 0,88 |

Performance de l'année 2007

| Tableau des opérations financières de l'Etat | tofe balance 07 | proj-07 |
|---|--------------------|---------|
| Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières) | 205,29 | 194,36 |
| Recettes totales et dons | 185,4 | 171,9 |
| Recettes totales hors dons | 169,1 | 159,5 |
| Recettes fiscales | 106,9 | 100,6 |
| Impôts sur revenus et bénéfiques | 32,9 | 30,5 |
| Taxes sur les biens et services | 52,7 | 50,0 |
| Taxes sur le commerce international | 19,1 | 17,7 |
| Autres recettes fiscales | 2,1 | 2,3 |
| Recouvrement sur les années précédentes | 0,1 | 0,1 |
| <i>Recettes non encore ventilées</i> | 0,0 | 0,5 |
| Recettes non fiscales | 62,2 | 58,9 |
| Pêche | 41,444 | 41,5 |
| Dividendes des entreprises publiques | 9,1 | 8,8 |
| Dette récédée et recouvrements | 2,0 | 1,2 |
| Comptes spéciaux | 2,5 | 3,8 |
| Recettes en capital | 2,2 | 2,0 |
| Autres | 4,0 | 1,5 |
| Dons | 16,3 | 12,4 |
| Projets | 10,0 | 8,5 |
| Aide budgétaire | 0,0 | 3,0 |
| <i>Dont: assistance PPTE</i> | 0,0 | 3,0 |
| <i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i> | | 0,5 |
| <i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i> | 0,0 | 2,5 |
| <i>Autres dons (IRDM, FMI)</i> | | |
| <i>Dons</i> | | |
| Dépenses et prêts nets | 216,5 | 214,2 |
| Dépenses courantes | 158,1 | 157,2 |
| Salaires et traitements | 64,6 | 63,0 |
| Biens et services | 63,8 | 61,9 |
| <i>Dont: processus électoral</i> | | 3,6 |
| <i>dont: sur financement extérieur</i> | | 1,0 |
| Transferts courants | 15,2 | 15,2 |
| Dépenses militaires | | |
| Intérêts sur la dette publique | 12,7 | 11,9 |

| | | |
|--|-------|-------|
| Extérieurs | 4,4 | 4,1 |
| Intérieurs | 8,3 | 7,8 |
| Comptes spéciaux | 1,76 | 5,2 |
| Dépenses d'équipement et prêts nets | 58,5 | 57,0 |
| Investissement financés par extérieur*** | 28,6 | 30,0 |
| Investissement financés par intérieur | 29,9 | 27,0 |
| Restructurations et prêts nets | | |
| Autres dépenses | | |
| Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -) | -47,4 | -54,7 |
| Solde hors pétrole; dons compris (déficit -) | -31,1 | -42,3 |
| Solde de base hors pétrole (déficit -) | -14,5 | -19,6 |

Suite

| Bas de la ligne | tofe balance 07 | proj-07 |
|---|--------------------|---------|
| Recettes pétrolières (net) | 19,89 | 22,44 |
| Solde global; dons non compris (déficit -) | -47,4 | -54,7 |
| Solde global; dons compris (déficit -) | -11,2 | -19,8 |
| Financement | 11,2 | 19,8 |
| Financement intérieur | 0,0 | -1,6 |
| Système bancaire | 10,2 | 3,6 |
| BCM | 2,3 | 5,1 |
| Compte courant | 0,3 | 6,6 |
| Comptes divisionnaires | -2,1 | |
| Allègements | -0,1 | |
| CAS | 2,2 | |
| Autres | 2,4 | |
| Encaisses | -0,4 | |
| Banques commerciales | 7,9 | -1,5 |
| Financement par bons du Trésor | 9,1 | -1,5 |
| Obligations cautionnées (traites) | -1,2 | |
| Variationn CCP dans les banques | | |
| (3) Financement non-bancaire | 5,5 | 4,9 |
| (4) Variation des arriérés intérieurs | -10,2 | -10,0 |
| Apurement | -19,0 | |
| Accumulation | 8,8 | |
| Instances du Trésor | -8,0 | -7,9 |
| Apurement | -16,9 | |
| Accumulation | 8,8 | |
| Dette croisée et autres engagements de l'Etat | -2,1 | -2,2 |
| Apurement | -2,15 | |
| Accumulation | | |
| Financement extérieur | 14,56 | 23,00 |
| Compte pétrolier (net) | -2,8 | 2,8 |
| Recettes pétrolières (net) | -19,9 | -22,4 |
| Contribution du compte pétrolier | 17,1 | 25,3 |
| Autres (net) | 17,3 | 20,2 |
| Emprunts extérieurs (net) | 9,23 | 12,1 |
| Emprunts nouveaux | 18,6 | 21,6 |

| | | |
|------------------------------------|--------|--------|
| Amortissement | -9,4 | 9,5 |
| Financement extérieur exceptionnel | 8,1 | 8,1 |
| Erreurs et omissions | -0,901 | -1,600 |